



# La gouvernance démocratique au service du développement humain

*Une bonne gouvernance constitue peut-être le facteur le plus important pour éradiquer la pauvreté et favoriser le développement.*

— Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies<sup>1</sup>

Dans le monde entier, nous sommes de plus en plus nombreux à reconnaître la place de la gouvernance dans le développement, ainsi que le rôle majeur que jouent les institutions, les règles et les processus politiques dans la croissance économique, la scolarisation des enfants et les avancées du développement humain. Promouvoir le développement humain ne constitue donc pas uniquement un objectif social, économique et technologique : il s'agit aussi d'une mission institutionnelle et politique.

Ce nouveau consensus s'accompagne de la conviction, de plus en plus marquée, que nombre des problèmes persistants du développement reflètent un échec de la gouvernance. Des études réalisées dans plusieurs pays et régions tiennent l'insuffisance de la gouvernance pour responsable de l'enracinement de la pauvreté et des retards pris par le développement. La crise de la gouvernance transparait dans la corruption endémique, l'inefficacité des services publics et une multitude d'autres problèmes. Ces études mettent également en évidence les conséquences de cette mauvaise gouvernance pour les citoyens ordinaires : des écoles sans professeurs, des tribunaux sans justice, des fonctionnaires locaux exigeant des pots-de-vin à la moindre occasion<sup>2</sup>.

Comment promouvoir la bonne gouvernance ? Il n'y a pas de réponse unique. Néanmoins, le débat récent se concentre en grande partie sur les facteurs d'efficacité des institutions et des règles : la transparence, la participation, la réactivité, l'obligation de rendre des comptes et l'Etat de droit. Tous sont primordiaux pour le développement humain, d'autant que les individus pauvres et vulnérables sont généralement les premières victimes de l'inefficacité des institutions.

Mais, tout comme le développement humain dépasse largement la question de la croissance du revenu national, la gouvernance

favorable au développement humain va largement au-delà de l'efficacité des institutions et des règles (encadré 2.1). C'est pourquoi il convient également de se demander si ces institutions et ces règles sont équitables, et si les individus ont leur mot à dire dans leur fonctionnement :

- Prendre part à l'élaboration des règles et aux institutions qui façonnent la communauté fait partie des droits élémentaires de l'être humain et du développement humain.
- La gouvernance se révélera plus efficace si elle associe tout le monde. Lorsqu'on consulte la population locale sur l'emplacement d'un nouvel hôpital, par exemple, il est plus probable que cet établissement sera construit au bon endroit.
- Une gouvernance plus participative sera également plus équitable. On connaît bien les mesures économiques et sociales de nature à faire reculer la pauvreté et à favoriser une croissance plus intégratrice. Mais rares sont les pays qui appliquent ces mesures avec vigueur, souvent parce que les bénéficiaires potentiels n'ont pas de pouvoir politique, et parce que leurs intérêts ne sont pas complètement représentés au moment des décisions.

La gouvernance au service du développement humain suppose notamment de pouvoir compter sur des institutions et des règles efficaces, afin de promouvoir le développement en facilitant le fonctionnement des marchés et

## ENCADRÉ 2.1

### La bonne gouvernance, pour quoi faire ?

Du point de vue du développement humain, le mot *bonne gouvernance* veut dire gouvernance démocratique. Concrètement, cela signifie que :

- Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont respectées, ce qui permet à chacun de vivre dans la dignité.
- Les individus ont leur mot à dire sur les décisions qui affectent leur vie.
- Les populations sont à même de demander des comptes aux décideurs.
- La vie en société est gouvernée par des pratiques, des institutions et des règles équitables et applicables à tous.
- Les femmes sont les égales des hommes

dans les sphères publique et privée de la vie en général et de la prise de décision en particulier.

- Les individus échappent à toute discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la classe sociale, le sexe ou toute autre caractéristique.
- L'action publique d'aujourd'hui tient compte des besoins des générations futures.
- Les politiques économiques et sociales s'attachent à répondre aux besoins et aux aspirations des individus.
- Les décisions économiques et sociales visent à éradiquer la pauvreté et à élargir les choix accessibles à tous.

Source : Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*.

*La liberté et la participation politiques font partie du développement humain, à la fois en tant qu'objectifs de développement à part entière et en tant que moteurs de ce développement*

en veillant à ce que les services publics soient dignes de ce nom. Mais elle suppose aussi de protéger les droits de l'homme, de favoriser une participation plus large de la population aux règles et à l'élaboration des institutions qui influent sur la vie des individus et d'obtenir des résultats économiques et sociaux plus équitables. La gouvernance au service du développement humain ne vise donc pas seulement la réalisation de performances efficaces et équitables, mais veille aussi à ce que les processus soient justes. La gouvernance au service du développement humain doit être démocratique dans le fond et dans la forme et élaborée par et pour les individus (lire la contribution spéciale de Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix).

#### LE RÔLE DE LA LIBERTÉ ET DE LA PARTICIPATION POLITIQUES DANS LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

La liberté et la participation politiques font partie du développement humain, à la fois en tant qu'objectifs de développement à part entière et en tant que moteurs de ce développement.

#### LA LIBERTÉ ET LA PARTICIPATION POLITIQUES SONT DEUX OBJECTIFS ESSENTIELS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

La liberté politique et la capacité à participer à la vie de sa communauté comptent autant pour le développement humain que savoir lire et écrire et être en bonne santé. En l'absence de libertés politiques, comme la liberté d'association ou d'expression, les individus ont une palette de choix nettement plus restreinte. Et être capable de prendre part à la vie de sa communauté, en suscitant le respect des autres et en ayant son mot à dire dans les décisions collectives, est l'un des éléments fondamentaux de l'existence.

La place cruciale de la liberté et de la participation politiques dans le développement humain n'est pas toujours bien comprise. Au contraire, beaucoup croient, à tort, que le développement humain n'est qu'une affaire de résultats économiques et sociaux, tels que la réduction de la pauvreté monétaire ou l'amélioration de la santé et de l'éducation. Certes, ces

### CONTRIBUTION SPÉCIALE

#### Développement humain et dignité

Respecter la dignité, c'est s'engager à créer les conditions nécessaires pour que les individus se sentent en sécurité et aient conscience de leur propre valeur. La dignité véritable, c'est l'assurance que l'on saura relever les défis de la vie. Or, être condamné à vivre sous la menace de la violence et de l'injustice, souffrir des conséquences d'une mauvaise gouvernance et de l'instabilité, ou connaître la pauvreté et la maladie ne sont pas des conditions propices pour cela. Ceux qui reconnaissent le caractère sacré de la dignité humaine et ceux qui s'efforcent de promouvoir le développement humain doivent se donner pour objectif de faire disparaître ces menaces. Le développement, c'est-à-dire la croissance, l'amélioration et la concrétisation des potentialités, dépend des ressources disponibles. Et aucune ressource n'est plus puissante qu'une population rendue maîtresse d'elle-même par la confiance dans sa valeur humaine.

Le concept de développement humain n'est plus une nouveauté. Certains observateurs considèrent néanmoins ses aspirations comme hardies et audacieuses. D'autres diraient même qu'elles sont trop téméraires. Les difficultés sont innombrables. Elles ne cessent de se métamorphoser, tout en restant toujours les mêmes. Elles forment un faisceau complexe et fluctuant de questions économiques, sociales et politiques qu'il est impossible de saisir dans leur totalité. Son aptitude à s'affranchir des cloisonnements est au cœur du défi que représente le développement humain. Vouloir agir dans ce sens exige des efforts constants, une aptitude à la remise en cause des idées établies, à la souplesse et aux réactions rapides. Le processus de développement humain requiert résolution et ingéniosité. Or, les personnes sans espoir et sans appui qui ont été dépouillées de leur dignité en sont difficilement capables, ce qui nous ramène au lien entre dé-

veloppement humain et dignité.

Le développement humain englobe tous les aspects de l'existence humaine. On considère généralement qu'il s'étend aux droits politiques et sociaux aussi bien qu'économiques, mais sans toujours donner le même poids à ces différents droits. Ainsi, certaines personnes persistent à affirmer qu'on ne peut pas attendre qu'il y ait des avancées politiques et sociales pour apporter une aide humanitaire et une assistance économique. Cette idée insidieuse induit une dissonance entre des exigences complémentaires. Si les individus auxquels s'adresse l'aide n'ont pas de prise sur leur situation, cette aide ne pourra guère faire mieux qu'atténuer très légèrement et très brièvement des problèmes dont la racine se trouve dans des maux sociaux et politiques très anciens. Il ne faut pas confondre le développement humain et les actes de charité dont on gratifierait des populations dépourvues de tout moyen d'action.

A l'heure où la menace terroriste pèse sur le monde, il n'est pas inutile de se dire que les personnes qui se sentent privées des moyens de vivre dans la dignité sont susceptibles de chercher un exutoire dans la violence. Il ne suffira pas de leur procurer une certaine aisance matérielle pour les convertir aux idéaux de paix et d'unité. Il faut aussi donner une traduction concrète à leur potentiel de développement humain et respecter leur dignité. C'est ainsi qu'elles pourront acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour bâtir un monde solide et prospère, vivant dans une diversité harmonieuse.



Aung San Suu Kyi  
Prix Nobel de la paix, 1991

aspects comptent beaucoup pour le développement humain, mais ce dernier vise un objectif nettement plus large : promouvoir la liberté, le bien-être et la dignité des individus partout dans le monde. La croissance économique constitue un moyen de parvenir à des objectifs généraux. Le succès de l'indicateur du développement humain (IDH), qui n'est jamais lui-même qu'une mesure partielle des dimensions économiques et sociales du développement humain, contribue à cette perception faussée, car il laisse de côté de nombreux aspects du développement humain (encadré 2.2).

*ELLES PERMETTENT ÉGALEMENT DE FAIRE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN UNE RÉALITÉ*

Comme l'affirmait le premier *Rapport mondial sur le développement humain*, en 1990, « Les individus sont la véritable richesse d'une nation<sup>3</sup> ». Les êtres humains sont non seulement les bénéficiaires du progrès économique et social, mais aussi ses agents, à la fois sur le plan individuel et en faisant cause commune avec d'autres. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi les stratégies de promotion du développement humain ont toujours insisté sur l'investissement dans l'éducation et la santé ainsi que sur une croissance économique équitable. Il s'agit là de deux piliers du développement, qui mobilisent l'action individuelle en renforçant les capacités productives.

Le rapport de cette année, pour sa part, met en exergue un troisième pilier de la stratégie de développement humain du XXI<sup>e</sup> siècle : la promotion de la participation via la gouvernance démocratique. La participation favorise l'action individuelle et collective. C'est primordial, car l'action collective, par l'intermédiaire des mouvements politiques et sociaux, fait souvent progresser des aspects centraux du développement humain : protection de l'environnement, égalité entre femmes et hommes, droits de la personne humaine. En outre, la participation et les autres avancées du développement humain peuvent se renforcer mutuellement. La liberté politique permet aux individus de faire valoir leurs droits économiques et sociaux, tandis que l'instruction accroît leur capacité à exiger des politiques économiques et sociales qui répondent à leurs priorités. (diagramme 2.1)<sup>4</sup>.

**ÉLARGIR LA SPHÈRE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN : POURQUOI LA PARTICIPATION, ET POURQUOI MAINTENANT ?**

Placer la participation au cœur des stratégies de développement humain soulève une question sur

la portée du développement humain : quelles capacités font partie du développement humain ? Celui-ci va certainement au-delà de l'éducation et de la santé, car bien d'autres aspects permettent d'élargir les choix qui s'offrent aux individus. Mais l'action publique impose de hiérarchiser les priorités. Et l'approche du développement humain nécessite de déterminer les capacités les plus importantes pour cette action<sup>5</sup>.

A cette question, il ne saurait y avoir de réponse unique : suivant leur situation, les sociétés et les individus accordent une valeur variable à ces capacités. Les différentes éditions du *Rapport mondial sur le développement humain* appliquent deux critères pour identifier une capacité importante. Premièrement, la capacité en ques-

ENCADRÉ 2.2

**Développement humain : l'indicateur n'est pas tout**

Ironie du sort, l'idée de développement humain est aujourd'hui victime du succès de l'indicateur du développement humain (IDH). Celui-ci apporte en effet de l'eau au moulin des partisans d'une interprétation étroite et simplifiée à l'excès : il semble réduire le concept de développement humain aux progrès de l'instruction, de la santé et du niveau de vie. Se trouve ainsi occultée son acception plus large et plus complexe : le développement humain, c'est le renforcement des capacités qui élargissent les possibilités offertes aux individus de mener une vie qui leur semble digne de l'être.

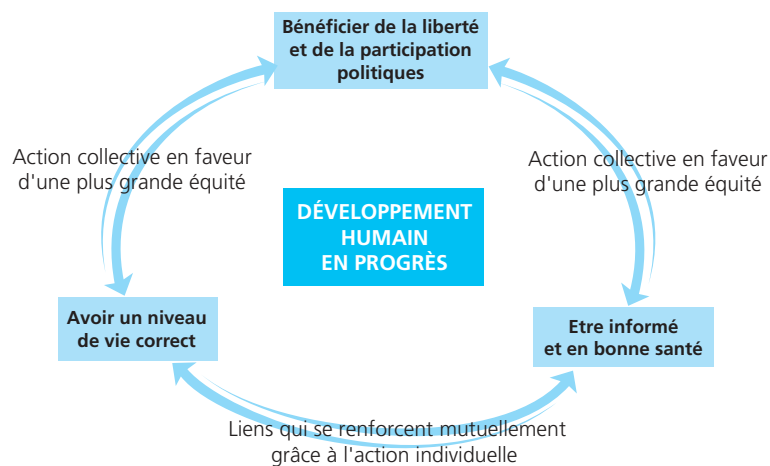
Malgré maints efforts pour expliquer que l'idée est plus large que l'indicateur, le

développement humain demeure assimilé à l'IDH, ce qui amène bien souvent à fermer les yeux sur les libertés politiques, la participation à la vie sociale et la sécurité physique. Or, ces capacités sont aussi universelles et aussi fondamentales que savoir lire et écrire ou que la santé. Elles sont précieuses pour tout un chacun et, sans elles, bien d'autres possibilités de choix restent lettre morte. Si elles ne figurent pas dans le calcul de l'IDH, c'est parce qu'il est difficile de leur donner une expression chiffrée, et non parce qu'elles seraient d'une quelconque manière moins importantes pour le développement humain.

Source : Fukuda-Parr, 2002.

DIAGRAMME 2.1

**Des capacités qui se renforcent mutuellement**



*Comme l'initiative économique propulse les marchés, l'initiative sociale fait aujourd'hui avancer le débat sur les aspects qui comptent pour les individus*

tion doit être considérée comme importante dans le monde entier. Deuxièmement, elle doit être fondamentale au sens où son absence fermerait de nombreuses opportunités. Mis à part ces deux critères, le concept élémentaire de développement humain est resté ouvert. Les capacités jugées comme importantes différeront d'une région et d'une époque à l'autre.

Pendant la décennie qui s'est écoulée depuis le premier *Rapport mondial sur le développement humain*, la liberté politique et la participation ont gagné en visibilité dans les débats sur les politiques publiques. Les évolutions politiques des années quatre-vingt-dix ont permis de forger un consensus plus solide sur les mérites de la liberté politique et des droits de l'homme. Ce consensus s'est récemment exprimé dans les textes multilatéraux tels que la Déclaration du millénaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et le document de consensus adopté lors de la Conférence sur le Financement du développement organisée en mars 2002 par les Nations Unies.

A l'heure où la mondialisation progresse à vive allure, ce sont les marchés et la libéralisation politique, et non la planification par les pouvoirs publics, qui sont souvent les principaux moteurs du changement économique et social. Mais il y a dix ans, l'héritage de la guerre froide était toujours vivace, et le monde était divisé sur l'importance de la liberté et de la participation politiques. L'année 1990 a marqué la fin de l'ère de la planification dans la doctrine du développement, qui faisait la part belle à l'État. Les stratégies du développement humain ont alors insisté sur la nécessité de réorienter l'investissement public sur les priorités du développement humain, et essentiellement ses deux piliers : élargir l'accès aux soins de santé et à l'éducation primaires et promouvoir une croissance favorable aux pauvres.

Les mutations de la planète ont redéfini les priorités du développement humain. La liberté et la participation politiques, ainsi que l'action collective, priment actuellement sur les questions de politiques publiques. Comme l'initiative économique propulse les marchés, l'initiative sociale fait aujourd'hui avancer le débat sur les aspects qui comptent pour les individus. En outre, un consensus est en train de se dégager sur le rôle de l'action collective des individus et des organisations de la société civile lorsqu'il s'agit d'infléchir le cours du développement humain.

De nos jours, d'autres capacités peuvent être considérées comme essentielles : la sécurité personnelle ou la possibilité de vivre à l'abri des menaces physiques ou de la violence. Le chapitre 4 souligne ainsi l'importance d'une gouvernance démocratique des forces de sécurité.

## DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Les principes démocratiques découlent naturellement et inexorablement de cette conception du développement humain. Le mot *démocratie* vient du mot grec signifiant « le pouvoir du peuple ». Il résume bien l'approche de la gouvernance axée sur le développement humain, car il exprime l'idée de la primauté du peuple : c'est la gouvernance qui doit se conformer aux besoins des individus, et non l'inverse. La question de l'existence d'une « volonté du peuple » dans un monde caractérisé par des intérêts disparates et contradictoires, le principe démocratique de base — la prise en compte égale de tous dans la formation des structures de gouvernance — traduit une partie essentielle de ce que devrait être le développement humain.

Le système démocratique des élections ajoute un autre élément crucial à la gouvernance du point de vue du développement humain, car les élections constituent le paradigme de la responsabilité sanctionnable. Lorsqu'un gouvernement n'est pas à la hauteur des besoins et des souhaits de la population, cette dernière a la possibilité de ne pas renouveler son mandat. Aucune forme de responsabilité ne saurait être plus directe. Il n'existe pas non plus de forme de participation plus égalitaire. Le principe « une personne, une voix » donne à chaque individu une participation égale dans le choix du gouvernement, en théorie si ce n'est en pratique. D'autres voies de participation peuvent également jouer un rôle important dans la responsabilité de l'État et des acteurs non publics lorsque, pour une raison ou pour une autre, l'urne ne suffit pas. Cependant, il existe toujours un risque qu'une catégorie ou que des intérêts donnés y trouvent une influence indue, parce qu'ils ont davantage de moyens, ou simplement plus de détermination, pour imposer leur opinion.

On aurait tort d'assimiler la démocratie à l'organisation régulière d'élections et de tomber dans le leurre de « l'électorisme »<sup>6</sup>. Certains analystes considèrent la simple tenue d'élections comme une condition suffisante pour la démocratie, et supposent que, dès lors que des élections libres et régulières sont organisées, toutes les autres institutions démocratiques, ainsi que la pratique de la démocratie, suivront naturellement.

Mais qui dit démocratie dit aussi institutions opérationnelles. La démocratie suppose un pouvoir législatif qui représente le peuple, et qui ne soit pas aux ordres du président, du Premier ministre, de l'administration ou de l'armée. Elle nécessite un pouvoir judiciaire indépendant capable de faire respecter l'État de droit de

manière égale pour tous les citoyens. Elle requiert des partis politiques et un système électoral en état de fonctionner. Elle nécessite des forces de sécurité qui soient professionnelles, politiquement neutres et au service de la population. Elle demande des médias accessibles qui soient libres, indépendants et impartiaux, et non pas contrôlés par l'État ou les entreprises. Et enfin, elle doit s'appuyer sur une société civile active, à même de superviser les pouvoirs publics et les groupes d'intérêt, et de proposer des modes différents de participation politique. Etayées par les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'homme, ces institutions assurent un équilibre des pouvoirs et préviennent le risque de tyrannie, mais aussi de populisme, car dans les démocraties, les personnalités populistes peuvent rallier des suffrages en recourant à la propagande et en appelant au racisme et à d'autres formes d'intolérance.

Dans les sociétés démocratiques, la participation des individus à la sphère publique peut revêtir plusieurs formes : discussions entre amis ou voisins, courriers adressés à la presse pour faire l'éloge ou la critique de la politique publique, marches de protestation, adhésion à un parti politique ou un syndicat, qui leur donnent toutes la possibilité de s'exprimer sur les décisions qui les touchent directement. Participer, c'est prendre part à des processus délibératifs permettant de mettre en avant les préoccupations des individus. Les espaces où l'on peut débattre librement de la politique et les divers modes d'expression à la disposition des individus constituent l'essence de la vie démocratique, et garantissent l'efficacité des décisions. Dans les systèmes de gouvernement représentatifs, la prise de décision est déléguée aux représentants officiels. Or, prendre une décision éclairée suppose d'être informé par ceux qui sont directement concernés par ladite décision, et non pas de se contenter « d'avis d'experts ».

Les démocraties sont multiformes : étant donné que les systèmes politiques varient, ils peuvent être diversement démocratiques sur plusieurs fronts<sup>7</sup>. Pour les parlementaires du monde entier, l'essence de la démocratie réside dans ses principes de base (encadré 2.3). La démocratie est le seul régime politique compatible avec le développement humain dans son sens le plus profond, car, dans une démocratie, le pouvoir politique est accordé et contrôlé par le peuple sur lequel il s'exerce. La dictature la plus modérée imaginable serait incompatible avec le développement humain, car ce dernier suppose que la population en soit pleinement propriétaire. Il ne peut être accordé depuis en haut. Comme l'indique le *Rapport mondial sur le développement humain 2000*, la démocratie

constitue également le seul régime politique permettant une concurrence ouverte pour le pouvoir et qui soit compatible avec le respect et la promotion de tous les droits de la personne humaine : civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

#### FAUT-IL CHOISIR ENTRE DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT ?

Dans de nombreux pays, on s'interroge sur la compatibilité et les arbitrages entre démocratie et développement. On justifie fréquemment les prises de pouvoir par les militaires par le fait que les gouvernements démocratiquement élus sont

##### ENCADRÉ 2.3

#### Les principes clés de la démocratie : la Déclaration universelle de l'Union interparlementaire sur la démocratie

En 1995, l'Union interparlementaire a réuni des experts de diverses régions du monde et disciplines pour rédiger une norme internationale sur la démocratie. C'est à partir de ces travaux qu'a été adoptée la Déclaration universelle sur la démocratie, en 1997.

Ce texte commence par quelques principes de base. La démocratie est un idéal universellement reconnu et un objectif fondé sur des valeurs communes à tous les peuples, indépendamment des différences culturelles, politiques, sociales ou économiques. En tant qu'idéal, elle vise à préserver et à promouvoir la dignité et les droits fondamentaux de l'individu, à assurer la justice sociale et à favoriser le développement économique et social de la collectivité. Elle constitue donc un système politique qui permet aux personnes de choisir librement un gouvernement efficace, honnête, transparent et apte à rendre compte de ses actes.

La démocratie repose sur deux principes essentiels : la participation et la responsabilité. Chacun a le droit de prendre part à la gestion des affaires publiques. De même, chacun est en droit d'accéder aux informations sur les activités du gouvernement, de faire des réclamations aux pouvoirs publics et de chercher réparation par le truchement d'appareils administratifs et judiciaires impartiaux.

Il ne saurait y avoir de démocratie véritable sans un véritable partenariat entre hommes et femmes dans la conduite des affaires publiques. La démocratie est également indissociable des droits de l'homme ; elle est fondée sur la primauté du droit, qui est elle-même garantie par des institutions judiciaires et par des mécanismes de contrôle efficaces, impartiaux et indépendants.

Cette déclaration fixe les conditions de l'existence d'un gouvernement démocratique, en soulignant la nécessité d'institutions judi-

ciairement structurées et fonctionnant correctement. Ces institutions ont pour rôle d'arbitrer les tensions et de maintenir l'équilibre entre les aspirations divergentes pouvant se manifester au sein de la société.

Un parlement représentatif de toutes les composantes de la société est essentiel. Il doit être doté des pouvoirs institutionnels et des moyens pratiques requis pour exprimer la volonté du peuple en légiférant et en contrôlant l'action du gouvernement. L'élément clé de l'exercice de la démocratie est la tenue périodique d'élections libres, organisées dans le respect des textes et fondées sur le suffrage universel, égal et secret.

L'existence d'une société civile active constitue un autre élément essentiel. La capacité et la volonté des individus d'influer sur le mode de gouvernement de leur société ne vont pas de soi. Il est donc nécessaire de créer les conditions propices à l'exercice effectif des droits participatifs.

La société doit s'attacher à satisfaire les besoins les plus fondamentaux des couches les plus défavorisées, assurant ainsi la pleine intégration de celles-ci aux mécanismes de la démocratie. De fait, les institutions et processus essentiels à toute démocratie doivent favoriser la participation de tous les membres de la société. Ils doivent sauvegarder la diversité, le pluralisme et le droit à la différence dans un climat de tolérance.

La démocratie doit également être reconnue comme un principe international, applicable aux organisations internationales et aux États dans leurs relations internationales.

La démocratie est un état, ou une condition, sans cesse perfectionné et toujours perfectible. Pour qu'elle soit durable, il faut donc un esprit et une culture démocratiques constamment nourris et enrichis par l'éducation au sens le plus large du terme.

Source : Johnsson, UIP, 2002.

incompétents et incapables de gérer la vie économique et sociale du pays. Les porte-parole des régimes autoritaires prétendent souvent qu'ils

ENCADRÉ 2.4

### Démocratie et croissance économique : tour d'horizon de la littérature

Pourquoi s'attendre à une relation positive entre démocratie et croissance économique ? Et pourquoi le mot démocratie devrait-il rimer avec richesse ? Pour certains chercheurs, les démocraties garantissent mieux les droits de propriété que les autres régimes (voir, par exemple, Clague *et al.*, 1996), et il se trouve que le respect des droits de propriété et des contrats est essentiel à l'investissement et à la croissance. Les démocraties semblent également mieux à même de mener et de consolider les réformes économiques, car elles parviennent plus efficacement à s'attacher le soutien des catégories sociales qui seront pénalisées par ces changements (Haggard, 1997).

Pour autant, ces aspects sont loin de faire l'unanimité : certains prétendent également que la démocratie nuit à la croissance. On peut ainsi entendre dire que les dictateurs sont moins enclins à céder aux pressions des groupes ne défendant que leurs intérêts propres, et qu'ils sont donc davantage capables, si tel est leur choix, de n'agir qu'en fonction du bien-être national.

Les travaux empiriques sur la relation entre démocratie et croissance ne clarifient guère la situation. Borner, Brunetti et Weder (1995) ont ainsi recensé trois études empiriques débouchant sur une relation positive entre ces deux phénomènes, trois autres allant dans le sens inverse et dix qui n'identifient aucune relation concluante. Une autre étude (Barro, 1996), dont on a beaucoup parlé, a cherché à vérifier l'hypothèse d'une relation non linéaire. Au final, pour son auteur, un surcroît de démocratie est propice à la croissance lorsque le degré initial de démocratie est faible, et néfaste lorsque ce degré est élevé.

D'autres chercheurs aboutissent à des effets contradictoires. Selon Tavares et Wacziarg (2001), la démocratie, d'un côté, accroît l'accumulation du capital humain et réduit les inégalités de revenu, ce qui accélère la croissance. De l'autre, elle réduit l'accumulation de capital physique et augmente la consommation publique, ce qui la ralentit. Constat frappant, les taux de fécondité sont nettement inférieurs dans les démocraties, quel que soit le niveau de revenu. Et ils fluctuent dans un sens ou dans l'autre en cas de passage de la dictature à la démocratie ou inversement. Cette observation a d'importantes conséquences pour le bien-être des femmes. Elle signifie également, comme l'observe Przeworski *et al.* (2000) que, même si la démocratie n'exerce guère d'incidence sur la croissance du PIB national, elle pourrait en avoir une sur celle du PIB par habitant.

Autre conclusion avérée, si les résultats économiques des dictatures vont du catastrophique à l'excellent, ceux des démocraties ont

tendance à se situer à mi-chemin de ces extrêmes. C'est très souvent sous un régime dictatorial que les croissances les plus rapides ont été enregistrées, mais aucune démocratie n'a jamais affiché de performances aussi lamentables que les pires dictatures (Przeworski *et al.*, 2000). Il en va de même pour la réduction de la pauvreté (Varshney, 2002). Il semble ainsi que, sur le plan économique, la démocratie préserve du pire, même si elle ne garantit pas le meilleur.

Le développement économique accroît-il la probabilité qu'un pays soit démocratique ? Selon la théorie de la modernisation, la conversion à la démocratie est une conséquence inévitable du développement économique, si bien que les pays plus riches auraient aussi plus de probabilités d'adopter un régime démocratique. Cependant, l'observation des faits ne corrobore pas cette théorie : elle montre que les pays à revenu intermédiaire ont davantage de chances que les pauvres ou les riches d'abandonner la dictature pour se tourner vers la démocratie (Przeworski *et al.*, 2000). En Amérique latine, selon Landman (1999), le niveau de développement économique n'a eu d'effet significatif sur le rythme de transition vers la démocratie pour aucun des sept critères utilisés pour mesurer la démocratie. Le rythme de croissance économique n'a guère plus d'impact : on voit des dictatures mises à bas en période d'expansion comme en phase de récession.

Mais même ainsi, les pays à revenu élevé ont plus de chances d'être démocratiques une fois que l'on prend d'autres facteurs en compte (Londregan et Poole, 1996 ; Barro, 1997). Pourquoi ? Parce que ces régimes ont beaucoup plus de probabilités d'être durables dans les pays à revenu élevé, même s'ils n'en ont pas plus de s'y installer. Entre 1951 et 1990, aucune des 31 démocraties affichant un revenu par habitant supérieur à 6 055 dollars (en parités de pouvoir d'achat de 1985) ne s'est effondrée, alors que la démocratie a disparu dans 38 pays pauvres (Przeworski *et al.*, 2000). Il semble également que les retours à l'autoritarisme soient plus courants en période de crise économique, sans que l'on puisse dire clairement si ce sont les mauvaises performances économiques qui causent la chute des démocraties ou si ce sont les démocraties finissantes qui obtiennent des résultats peu brillants (Londregan et Poole, 1996).

Enfin, plusieurs chercheurs se sont penchés sur la relation entre démocratie et inégalités de revenu, mais la rareté des données fragilise les résultats auxquels ils sont parvenus. Les obstacles aux comparaisons internationales, ainsi qu'à l'intérieur d'un même pays sur différentes époques, interdisent ici toute conclusion franche.

sont mieux à même de mettre en place un Etat fort susceptible de prendre des décisions difficiles pour le bien de la population. Ils avancent également que le processus démocratique est source de désordre et peut entraver une gestion efficace, et que les pays doivent choisir entre démocratie et développement, entre l'élargissement des libertés politiques et l'accroissement des revenus.

Aucune donnée empirique ne vient pourtant étayer ces arguments. Il existe au contraire de bonnes raisons de croire à la compatibilité entre démocratie et croissance. A deux exceptions près, tous les pays les plus riches du monde, c'est-à-dire affichant un revenu par habitant supérieur à 20 000 dollars (à parité de pouvoir d'achat en 2000), bénéficient aussi des régimes les plus démocratiques (diagramme 2.2). En outre, sur les 48 pays présentant un niveau de développement humain élevé, 42 sont des démocraties<sup>8</sup>. Cela ne signifie pas qu'il existe un lien de cause à effet, que la démocratie débouche sur la croissance économique et fait progresser les revenus. En fait, la corrélation entre démocratie et revenu s'atténue ou disparaît lorsqu'on étudie uniquement la catégorie des pays à bas revenu (diagramme 2.3). D'ailleurs, la littérature ne constate aucun lien de causalité entre démocratie et performances économiques, ni dans un sens ni dans l'autre. Une étude systématique réalisée par Adam Przeworski *et al.* sur 135 pays entre 1950 et 1999 discrédite l'hypothèse d'un arbitrage entre démocratie et développement<sup>9</sup>. De même, les études des sources de croissance économique ne trouvent aucune preuve incontestable que la démocratie constitue un facteur explicatif (encadré 2.4)<sup>10</sup>.

#### LA DÉMOCRATIE CONTRIBUE À LA STABILITÉ ET À UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ÉQUITABLE

La démocratie élargit les libertés politiques, ce dont il faut se féliciter. Mais les institutions et les processus démocratiques peuvent aussi contribuer au développement, et particulièrement au développement humain. Mais la concurrence pour le pouvoir, par des élections et d'autres mécanismes démocratiques, rend le personnel politique plus désireux de répondre aux besoins et aux aspirations de la population. La gestion des conflits et la stabilité peuvent également s'en trouver favorisées.

Dans les démocraties, les individus ont le droit à la parole — étayé par la liberté d'expression et de pensée, la liberté d'information, des médias libres et indépendants et la possibilité d'un débat politique ouvert — qui leur permet de se faire entendre lors de l'élaboration des

Sources : Clague *et al.*, 1996 ; Haggard, 1997 ; Borner, Brunetti et Weder, 1995 ; Barro, 1996, 1997 ; Tavares et Wacziarg, 2001 ; Przeworski *et al.*, 2000 ; Varshney, 2002 ; Landman, 1999 ; Londregan et Poole, 1996.

politiques publiques. La pression publique peut influencer sur les décisions et les actions de la fonction publique et des agents du secteur privé, par exemple concernant la pollution ou les pratiques abusives envers les travailleurs. Il est clair que ces processus démocratiques sont liés à trois aspects du développement.

Premièrement, les démocraties sont mieux à même de gérer les conflits que les régimes autoritaires. L'espace politique et les institutions grâce auxquels une concurrence ouverte est possible permettent en effet aux opposants d'espérer qu'ils pourront introduire le changement sans détruire le système. Certains hommes politiques affirment que la démocratie est porteuse d'une instabilité sociale qui sape le développement. Mais des études empiriques démontrent que c'est l'inverse. Les agitations sociales et politiques et les changements de majorité au pouvoir sont plus fréquents dans les démocraties que dans les dictatures, mais ils ne perturbent pas le développement. Entre 1950 et 1990, les démocraties ont connu deux fois plus d'émeutes et de manifestations et trois fois plus de grèves. Cependant, ces événements, ainsi que les changements de gouvernement, n'ont pas ralenti la croissance économique, alors que c'est le cas dans les dictatures. En outre, ces dernières sont plus enclines aux soulèvements politiques violents : elles connaissent en moyenne une guerre tous les 12 ans, contre un intervalle de 21 ans dans les démocraties. De plus, ces guerres causent des dégâts économiques nettement plus graves dans les dictatures que dans les démocraties<sup>11</sup>. Enfin, ces dernières sont en mesure d'atténuer les conflits intérieurs afin qu'ils ne dégénèrent pas en crises politiques et en turbulences économiques.

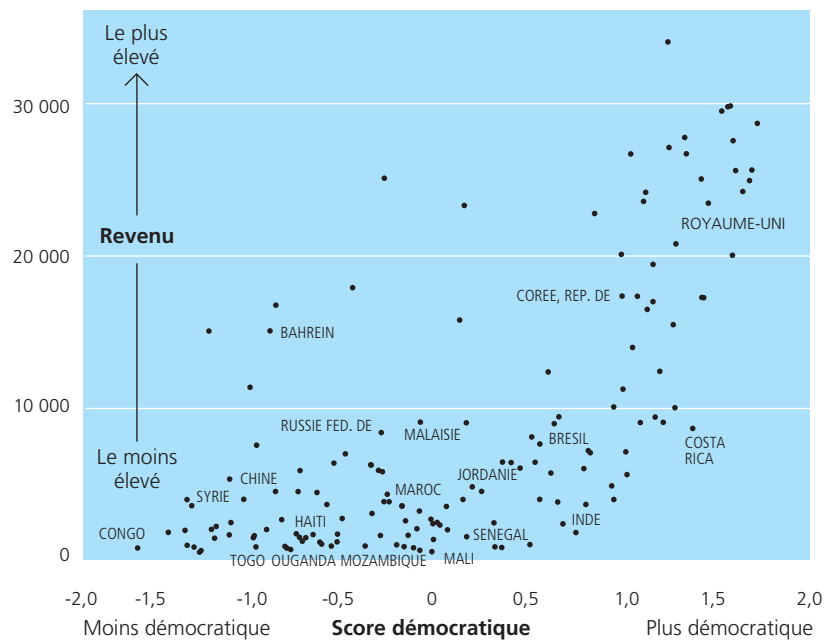
On observe la même relation en sens inverse : la hausse des revenus pérennise les démocraties en place, et la probabilité de revenir à un régime autoritaire recule à mesure que les revenus augmentent (diagramme 2.4)<sup>12</sup>. La progression des revenus favorise donc, elle aussi, la stabilité politique<sup>13</sup>.

Deuxièmement, les démocraties sont mieux à même d'éviter les catastrophes et de gérer les brusques retournements qui menacent la vie humaine. Comme l'affirme Amartya Sen, l'existence d'institutions et de processus démocratiques incite fortement les gouvernements à prévenir les famines. En l'absence de partis d'opposition, d'une critique publique non censurée et de la menace d'être congédiés, les dirigeants peuvent agir en toute impunité. Lorsque la presse n'est pas libre, les souffrances infligées par la famine dans des zones rurales reculées risquent de passer inaperçues auprès des décideurs et du public. « Les famines tuent des

DIAGRAMME 2.2

**La démocratie ne fait pas obstacle à la progression des revenus**

PIB par habitant, 2000 (en PPA)

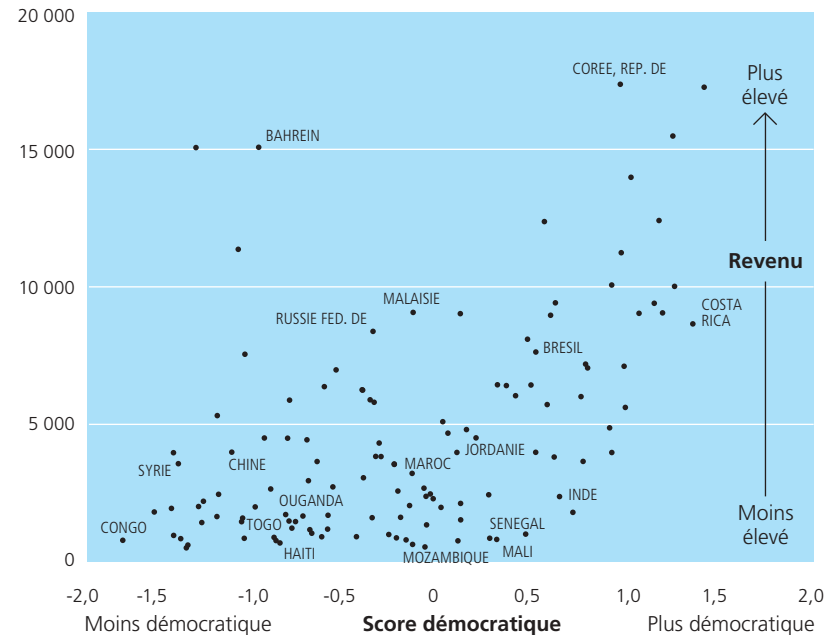


Note : Le score démocratique correspond à l'indicateur sur le droit à la parole et l'obligation de rendre compte, établi par la Banque mondiale, 2001c.  
Sources : Banque mondiale 2001c, 2002e.

DIAGRAMME 2.3

**La faiblesse des revenus ne fait pas obstacle à la démocratie**

PIB par habitant, 2000 (en PPA)

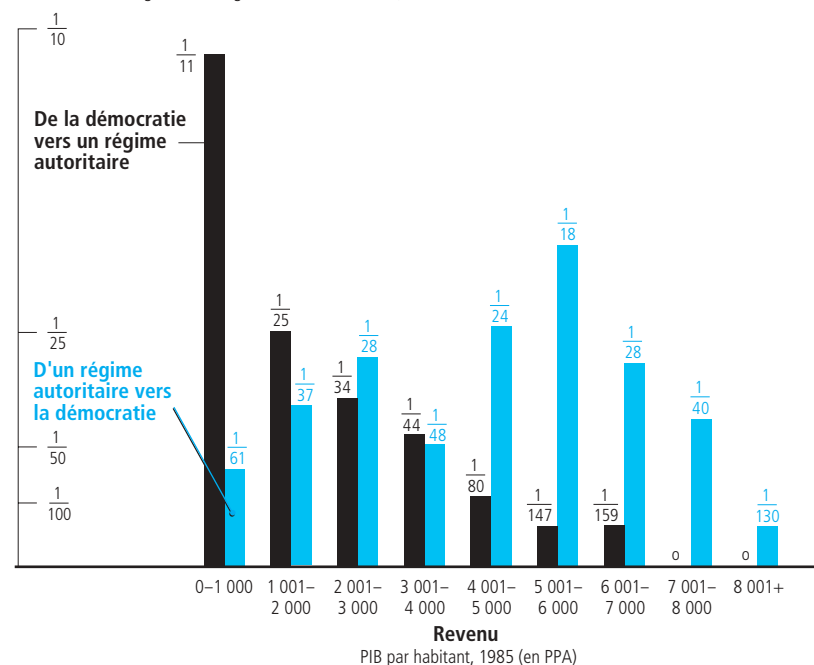


Note : Le score démocratique correspond à l'indicateur sur le droit à la parole et l'obligation de rendre compte, établi par la Banque mondiale, 2001c.  
Sources : Banque mondiale 2001c, 2002e.

DIAGRAMME 2.4

### Probabilité de changement de régime — les revenus élevés s'accompagnent d'une plus grande stabilité

Probabilité de changement de régime une année donnée, 1955–1999



Source : Alvarez et al., 2002.

millions de personnes dans différents pays du monde, mais elles ne tuent pas les dirigeants. Les rois et les présidents, les hauts fonctionnaires et les patrons, les chefs militaires et les leaders, ne meurent jamais de faim<sup>14</sup>. »

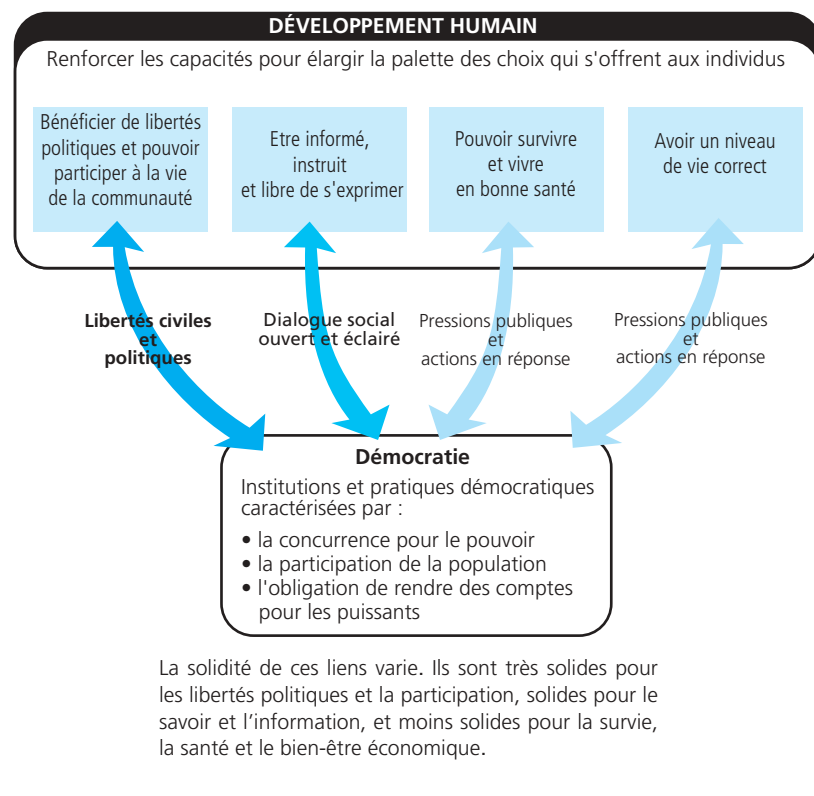
Prenons le cas de la Chine, de l'Inde et de la République populaire démocratique de Corée. Dans l'Inde coloniale, les famines étaient fréquentes : ainsi, 2 à 3 millions de personnes sont mortes lors de celle qui a frappé le Bengale en 1943. Cependant, la famine n'est pas réapparue depuis l'indépendance du pays, qui a vu la mise en place d'un régime démocratique. L'Inde a pourtant connu des récoltes parfois très insuffisantes et un recul massif du pouvoir d'achat pour de larges pans de la population, comme en 1968, en 1973, 1979 et 1987. A chaque fois, les pouvoirs publics sont intervenus pour éviter que la situation ne dégénère en famine. Par exemple, la production alimentaire a dégringolé en 1973 suite à la sécheresse dans le Maharashtra, mais la famine a été évitée, en partie parce que 5 millions de personnes ont rapidement trouvé à s'employer dans des grands projets de travaux publics. En revanche, entre 1958 et 1961, les famines ont fait près de 30 millions de morts en Chine. Aujourd'hui encore, l'une des pires famines de l'histoire, qui aurait déjà décimé un dixième de la population du pays, sévit toujours en République populaire démocratique de Corée.

Il semble par ailleurs que les incitations politiques en place dans les démocraties aident les sociétés à éviter d'autres catastrophes, particulièrement la ruine économique et l'anéantissement du développement. Les pires crises économiques qu'aient connues les démocraties se sont révélées nettement moins graves que celles qui ont touché les dictatures. Certes, quelques pays non démocratiques ont néanmoins enregistré une croissance économique parmi les plus fortes. C'est notamment le cas des dragons d'Asie de l'Est entre les années soixante et quatre-vingt-dix. Mais certains régimes autoritaires ont également conduit leur pays à la faillite, comme au Congo sous Mobutu Sese Seko, en Haïti sous Papa et Bébé Doc ou en Ouganda sous Idi Amin Dada. Seul un des dix pays affichant une croissance annuelle inférieure à 1 % pendant au moins dix ans entre 1950 et 1990 était une démocratie.

Troisièmement, les démocraties favorisent la diffusion du savoir sur des aspects essentiels de la santé, tels que les conséquences désastreuses d'un nombre élevé de naissances pour les femmes, les bienfaits de l'allaitement et les risques induits par des relations sexuelles non protégées dans le contexte du VIH/sida. Dans ces domaines, le dialogue ouvert et le débat public permettent de diffuser l'information et d'influer sur les comportements. Le fort recul de la

DIAGRAMME 2.5

### Démocratie et développement humain — les liens



fécondité observé dans les Etats indiens bénéficiant d'un taux d'alphabétisation élevé, tels que le Kerala, ne s'explique pas seulement par cette alphabétisation, mais aussi par son interaction avec le débat public consacré aux avantages des familles de taille réduite<sup>15</sup>. Des débats publics libres et ouverts constituent le fondement de ce qu'Amartya Sen appelle le « rôle constructif » que les démocraties sont susceptibles de jouer dans la promotion du développement. Et si l'on compare des pays à revenu égal, c'est dans les régimes démocratiques que les individus vivent plus longtemps, que la mortalité infantile est inférieure, et que les femmes donnent naissance à moins d'enfants<sup>16</sup>. Ce résultat très important a des conséquences considérables pour le développement humain, étant donné l'influence cruciale du recul de la fécondité sur la vie des femmes, les choix qui s'offrent à elles, ainsi que sur la santé des générations à venir. La recherche doit en priorité s'attacher à comprendre ce qui se cache derrière ce résultat, et à identifier les mesures qui ont fait la différence.

*POURTANT, IL FAUT ENCORE RENFORCER  
LES LIENS ENTRE DÉMOCRATIE  
ET DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE*

Les institutions et processus démocratiques contribuent au développement (diagramme 2.5) dès lors que l'on considère que celui-ci ne se limite pas à la croissance. Mais ces liens ne sont en aucun cas automatiques. Qu'elles soient délibérées ou involontaires, les injustices sociales sont monnaie courante dans les pays démocratiques comme dans les régimes autoritaires, dans la répartition des services publics ou dans les discriminations à l'encontre des squatters, des enfants des rues, des migrants et d'autres catégories sociales marginalisées. Les discriminations vis-à-vis des minorités ethniques, des femmes, des personnes âgées, entre autres, perdurent même dans des pays de longue tradition démocratique, comme l'a récemment indiqué la *Commission for Racial Equality* (commission pour l'égalité entre les races) au Royaume-Uni<sup>17</sup>. De fait, les incitations politiques à répondre aux besoins de la population peuvent être éclipsées par les incitations à satisfaire les exigences des puissants et des riches.

On sait assez bien comment favoriser le développement équitable de manière à ce qu'il soit bénéfique aux pauvres : il faut élargir l'accès au crédit, réformer la propriété foncière, investir dans les services sociaux de base pour tous, promouvoir le secteur informel et mener une politique macro-économique saine. Mais trop souvent, ces mesures ne sont pas adoptées en raison de distorsions systématiques qui protègent les intérêts des élites. Dans le monde

DIAGRAMME 2.6

**En Afrique du Sud, des disparités ethniques et régionales criantes transparaissent aussi dans les dépenses publiques de santé**

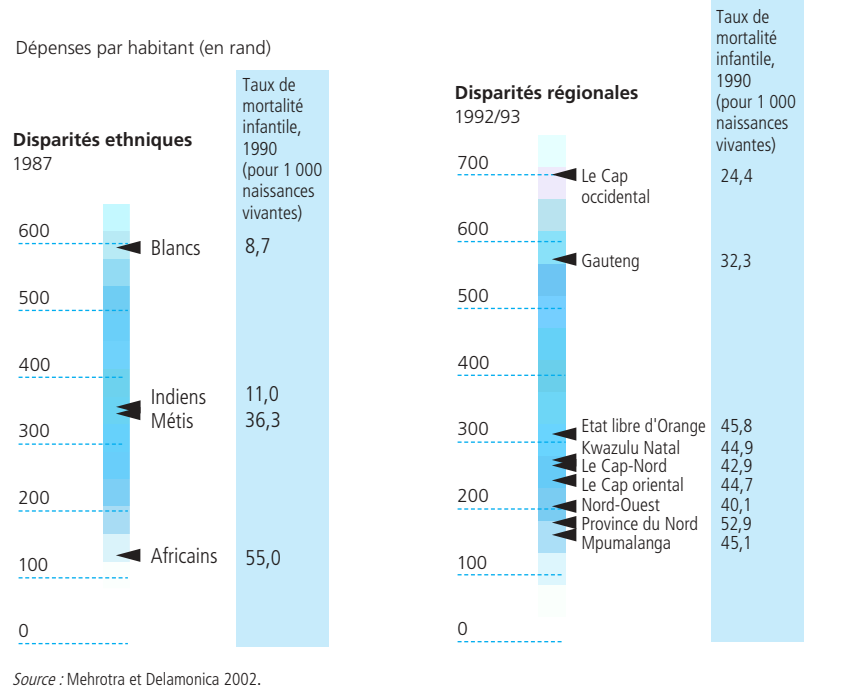
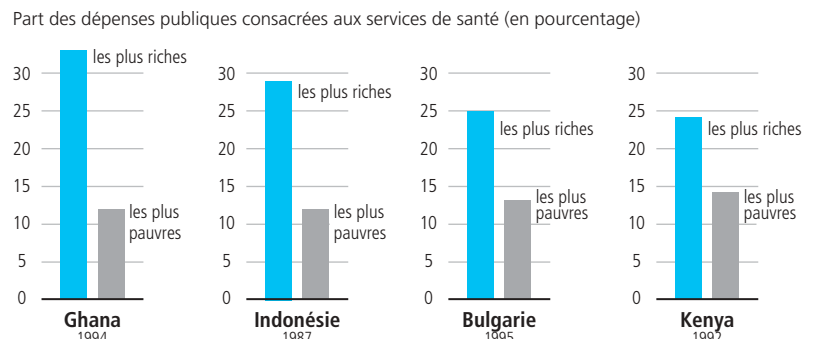
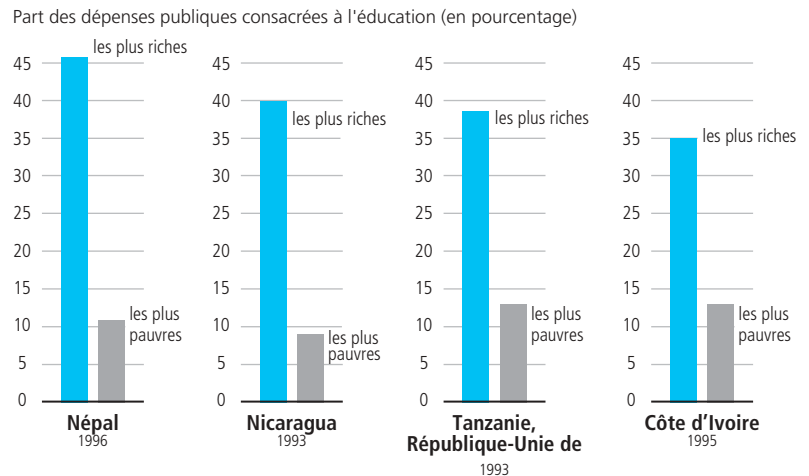


DIAGRAMME 2.7

**Les dépenses publiques de santé négligent les pauvres et favorisent les riches...**



**... et les dépenses d'éducation laissent transparaître des disparités encore plus criantes**

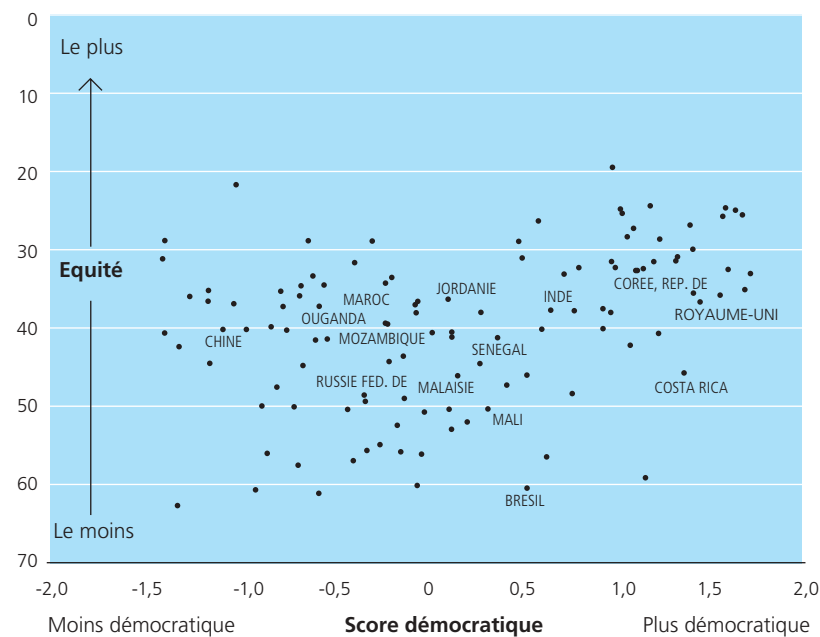


Source : Banque mondiale 2001e, pp. 80-81.

DIAGRAMME 2.8

**Pas de lien automatique entre démocratie et équité**

Indice de Gini pour la répartition de revenu

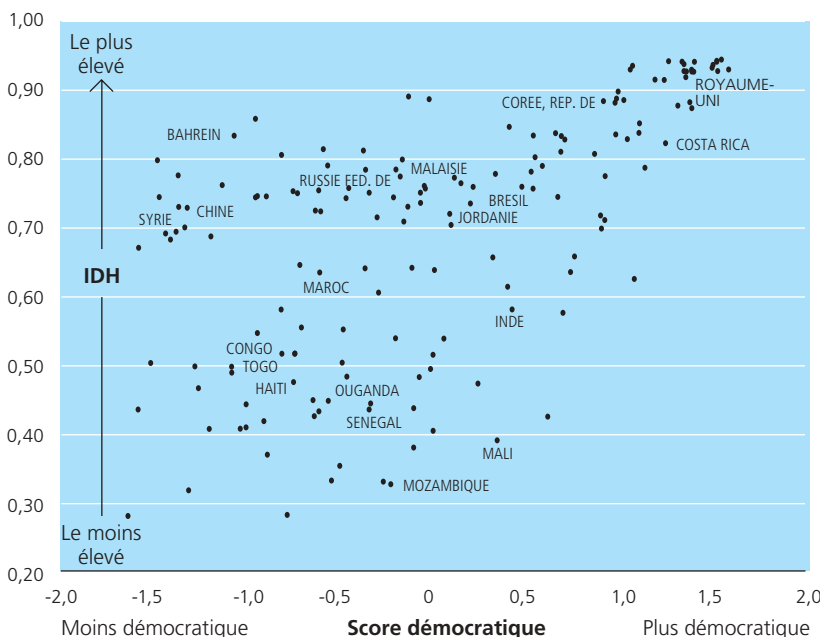


Note : le score démocratique correspond à l'indicateur sur le droit à la parole et la responsabilité provenant de la Banque mondiale, 2001c.  
Source : Banque mondiale 2001c, 2002e.

DIAGRAMME 2.9

**Pas de lien automatique entre démocratie et développement humain**

Indicateur du développement humain



Note : Le score démocratique correspond à l'indicateur sur le droit à la parole et la responsabilité provenant de la Banque mondiale, 2001c.  
Source : Banque mondiale 2001c, tableau statistique 1.

entier, les dépenses publiques sont fréquemment orientées en faveur des riches dans des domaines aussi essentiels que la santé ou l'éducation (diagrammes 2.6 et 2.7)<sup>18</sup>. En outre, la fiscalité et les dépenses ne sont pas plus progressives dans les pays où les disparités de revenus sont les plus criantes. Selon une étude portant sur plus de 50 pays, les recettes fiscales et les dépenses publiques sont plus faibles dans ceux où les disparités de revenus sont les plus marquées que dans ceux où les revenus sont répartis plus équitablement<sup>19</sup>.

Ces distorsions s'observent dans les démocraties comme dans les régimes autoritaires. Parmi les démocraties, certaines se caractérisent par une répartition des revenus très inégale, et d'autres par une répartition plus égalitaire. La situation n'est pas différente pour les régimes moins démocratiques (diagramme 2.8). De même, on distingue des réalisations très variables sur le plan des indicateurs clés du développement humain, tels que la mortalité des enfants de moins de cinq ans ou le taux net d'inscription dans le primaire. Le Mali a davantage progressé que le Togo sur la voie de la stabilisation de ses structures démocratiques, mais n'a pas fait mieux concernant la généralisation de l'enseignement primaire, le relèvement du niveau d'alphabétisation ou la lutte contre la mortalité infantile. Bahreïn et la Syrie ont déployé autant d'efforts pour faire progresser l'enseignement primaire que la Jordanie, plus démocratique, et davantage que le Maroc (diagramme 2.9).

Certaines démocraties présentent des disparités énormes et souvent croissantes concernant la répartition du revenu, de la richesse, des avantages sociaux et du pouvoir. C'est le cas au Brésil et en Fédération de Russie, qui sont deux pays où les disparités de revenus sont parmi les plus criantes. Dans de nombreux pays d'Amérique latine, les disparités au niveau des revenus et de l'éducation se sont accentuées dans les années quatre-vingt-dix, après le retour à la démocratie dans les années quatre-vingt<sup>20</sup>. Les inégalités de revenus se sont également creusées dans l'ex-Union soviétique, en Europe centrale et orientale et dans les pays Baltes. En revanche, l'Indonésie, la République de Corée et la Malaisie ont enregistré une croissance économique solide et réduit les inégalités de revenus alors qu'elles vivaient dans un régime non démocratique, dans les années soixante-dix<sup>21</sup>.

Ainsi, si la démocratie peut promouvoir le développement équitable, les objectifs de démocratie et d'équité devraient être considérés comme largement distincts, mais nécessitant tous deux des efforts ciblés et une volonté politique. La démocratie peut ne pas se traduire immédiatement par un développement écono-

mique et social équitable, mais la pauvreté n'empêche pas la démocratie de s'installer : le Costa Rica, la Jordanie, le Mozambique et le Sénégal ont nettement plus fait évoluer les libertés et la participation que leurs voisins, moins démocratiques mais disposant d'un revenu analogue. Pour les pays pauvres, la démocratie n'est pas un luxe. Bien au contraire. Elle présente un intérêt intrinsèque pour le développement humain, car elle entretient une relation solide avec les libertés civiles et politiques et peut contribuer au développement économique et social. Mais cette relation n'est pas automatique, et il appartient à la gouvernance démocratique de la renforcer, en veillant à ce que les institutions démocratiques servent le développement humain.

#### QUEL DÉFI POUR LA GOUVERNANCE AUJOURD'HUI ?

Démocratie et développement ont un autre point commun. Ils constituent tous deux davantage un voyage qu'une destination, une promesse qu'une liste exhaustive. Les sociétés peuvent être plus ou moins démocratiques, tout comme les individus peuvent disposer d'une marge de manœuvre plus ou moins large pour mener une vie qui leur convient. Mais il n'existe aucun absolu défini. Aucune société n'est jamais complètement démocratique ou intégralement développée. Ce qui compte, c'est d'aller de l'avant, et de ne pas reculer.

Partout, les individus veulent maîtriser leur destinée. Le type de démocratie qu'ils choisissent ne doit pas nécessairement suivre un modèle donné, celui de l'Amérique du Nord ou de l'Europe occidentale, par exemple. Il doit simplement être adapté aux circonstances et à l'histoire locales. Mais partout, la démocratie suppose un long processus de développement politique. Elle a besoin d'institutions de base, formelles et informelles, relevant de l'Etat ou non. Elle ne prospérera pas sans la diffusion de la culture démocratique, des valeurs et des principes qui guident les comportements individuels et collectifs. Les partis politiques représentant des personnalités, et non le peuple, ne constituent pas la seule menace contre la démocratie, qui est aussi mise en péril par l'intolérance, l'extrémisme et l'absence de respect des droits de l'homme et de la dignité humaine.

Les priorités pour la mise en œuvre des principes démocratiques varieront donc en fon-

ction du contexte social, tout comme les priorités pour le développement humain diffèrent au fil du temps et selon les communautés. Veiller à ce qu'une attention égale soit portée à tous les individus lors de la formation des structures de gouvernance avait un sens différent à l'époque des entreprises d'Etat et du transistor qu'à l'heure des multinationales et d'Internet.

Par conséquent, pour tenir la promesse d'une gouvernance démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle, on ne peut pas se contenter d'améliorer le fonctionnement des institutions de l'Etat. Il faut également tenir compte du fait que l'intégration de l'économie mondiale et la libéralisation politique sont en train de remodeler l'environnement dans lequel les institutions d'Etat opèrent, souvent en changeant radicalement ce que signifie pour les individus avoir son mot à dire dans la façon dont ils sont gouvernés.

Il est certain que l'Etat-nation reste une force puissante qui influe sur la vie des individus, et, dans la plupart des cas, c'est la plus importante. Mais de nouveaux acteurs gagnent du terrain, de l'Organisation mondiale du commerce aux entreprises nationales et multinationales, en passant par les nouveaux groupes de la société civile et les médias, locaux et internationaux. Et lorsque les acteurs changent, les règles aussi : de la budgétisation locale participative aux règles commerciales régionales et à la protection internationale des droits de l'homme. Et, à mesure que les individus deviennent de plus en plus interdépendants, les principes démocratiques de participation et de traitement égal de tous doivent transparaître dans la manière dont ces nouveaux acteurs structurent leurs institutions et dont les règles sont formulées et appliquées.

Dans notre environnement en mutation rapide, la gouvernance démocratique ne consiste pas seulement à accorder le droit de vote aux individus. Elle doit veiller à renforcer les institutions démocratiques, pour permettre à ces dernières de s'adapter à l'évolution de la répartition du pouvoir économique et politique. Elle doit aussi promouvoir une vie politique démocratique, permettant au public de participer et de réclamer des comptes même lorsque le pouvoir et les processus concernés ne sont pas aux mains des institutions officielles de l'Etat. La suite de ce rapport cherche à préciser ce que cette stratégie en deux volets implique pour la gouvernance.

*Partout, les individus veulent maîtriser leur destinée. Le type de démocratie qu'ils choisissent ne doit pas nécessairement suivre un modèle donné*

